



Transition énergétique et service public

L'État ira-t-il au bout de ses convictions en sortant EDF de la bourse ?

Nicolas Hulot a, sur France Inter, annoncé qu'il fallait « *remettre à plat le rôle d'une entreprise* » pour réussir la transition écologique. Parce que le défi climatique et la transition énergétique sont bel et bien des questions de gouvernance, de long terme et de service public, la CFE Énergies salue cette vision qui résonne avec la volonté du Président de la République de refonder la gouvernance d'entreprise. La CFE Énergies demande au Président de la République et à son Ministre d'État d'aller au bout de leurs convictions en sortant EDF de la bourse.

À quelques mois de son Green New Deal, le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire a profité de son interview du 1^{er} décembre sur France Inter pour annoncer que « *ce serait bien qu'on remette à plat le rôle d'une entreprise* », considérant « *qu'à l'origine* » le rôle d'une entreprise n'était pas comme aujourd'hui « *dans le code civil* » le « *profit* » des actionnaires, mais « *bien de participer à l'épanouissement humain* », considérant que « *l'économie aurait toujours dû rester sociale et solidaire* ».

Nicolas Hulot s'inscrit ainsi dans la vision développée par Emmanuel Macron dès septembre 2014 où lors d'un déplacement dans la Manche, il avait défendu l'entreprise comme étant avant tout une collectivité humaine. Il envisageait également de mettre en oeuvre cette conception en faisant évoluer la définition de l'entreprise de l'article 1832 du code civil dans la loi dite Macron.

La CFE Énergies salue cette initiative car elle considère qu'une transition écologique ne sera solidaire et au service de la neutralité carbone que si la transition énergétique est guidée par l'intérêt général, l'esprit de service public et le sens du long terme. À en croire Jan Horst Keppler « *le marché concurrentiel n'aboutit pas à l'optimum* » ou Jean-Pierre Hansen « *dans l'énergie et pour assurer le futur il faut revenir aux choix publics comme si le marché allait donner la solution à tout, toujours et dans tous les domaines* », il n'y aura aucune transition énergétique solidaire si l'on ne se fie qu'à la main invisible du marché. C'est la notion de biens communs qui doit désormais prévaloir !

La CFE Énergies demande donc au Président de la République et à son Ministre d'aller au bout de leurs convictions. Parce que la transition énergétique est une question d'intérêt général et de long terme mais aussi de souveraineté, de planification et de reconquête industrielle, ils doivent bâtir une gouvernance d'entreprise qui soit davantage adaptée à ces enjeux, en l'éloignant de la seule création de valeur actionnariale de court terme.

.../...

Puisque l'électricité est au coeur de la transition énergétique décarbonée voulue par le Gouvernement et car l'État en est l'actionnaire très majoritaire, le Gouvernement dispose d'un levier d'action immédiat pour passer du discours aux actes et ainsi faire d'EDF le fer de lance d'une gouvernance d'entreprise refondée autour de l'intérêt général.

Loin des projets de désintégration qui n'ont d'intérêt que pour les banquiers d'affaires assoiffés de deals ou autres spéculateurs, la CFE Énergies propose de sortir EDF de la bourse et de s'inspirer des modèles sociétaires, mutualistes et coopératifs pour en faire évoluer la gouvernance.

Pour la CFE Énergies, la réussite de la transition énergétique passe par le développement à très grande échelle de la participation citoyenne et du financement participatif, une approche industrielle au service de l'emploi et la refonte du service public de l'électricité autour du défi climatique et du lien avec les citoyens.

En mobilisant et en canalisant l'épargne des Français, ce projet permettra de faciliter le financement des infrastructures énergétiques dans une logique de long terme, de service public et de coût du capital maîtrisé, loin des exigences démesurées que fait peser la logique boursière fait peser sur celui-ci.

Puisque l'avenir est à l'investissement dans des infrastructures permettant une transition vers un monde bas carbone, la CFE Énergies défend plus que jamais une gouvernance d'EDF hors de la bourse et la priorité donnée à l'investissement, alors qu'une désintégration réduirait sensiblement la capacité d'investissement de la France dans les infrastructures de la transition énergétique !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !**

